

## L'ONU

### La Shoah (1939-1945)

Le génocide du peuple juif plana tout au long du procès de Nuremberg – intenté à l'hiver 1945-1946 par les puissances alliées contre 24 des principaux responsables du Troisième Reich – mais dilué dans la masse des crimes nazis. Les condamnations furent prononcées sur le chef d'inculpation de préparation de guerre d'agression, crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ce n'est qu'en décembre 1946, que l'Assemblée générale de l'ONU adopta la résolution 96, qui affirmait que le génocide « nie le droit à l'existence de groupes humains entiers » et qu'il est « un crime au regard du droit international ». L'Holocauste est clairement un génocide, répondant en tous points à la définition du terme formé en 1943 par le juriste polonais Raphael Lemkin, à savoir « la destruction d'une nation ou d'un groupe ethnique » visé « en tant qu'entité ». Les expressions « génocide juif » ou, plus rare, « judéocide », existent également.

La persécution des Juifs débuta en Allemagne dès la nomination de Hitler au poste de chancelier, le 30 janvier 1933. Un palier sera irrémédiablement franchi lors de la « Nuit de Cristal », les 9 et 10 novembre 1938 : un pogrom contre les habitants israéliques d'Allemagne et d'Autriche organisé par le

pouvoir national-socialiste. Plus de 30.000 Juifs sont envoyés en camps de concentration. Après l'invasion de la Pologne, en septembre 1939, des ghettos sont créés dans les territoires occupés. Des milliers de Juifs de Pologne et d'Europe occidentale vont y être entassés dans des conditions dramatiques.

En juin 1941, l'invasion de l'URSS par les armées allemandes comprenait un volet « épuration ethnique ». Des unités mobiles d'extermination sont spécifiquement chargées de l'assassinat en masse des Juifs soviétiques. En janvier de l'année suivante, Heydrich, le chef de l'Office central de sécurité du Reich, conçoit le projet d'extermination physique de tous les Juifs d'Europe : la « Solution finale à la question juive ». Le vaste complexe d'Auschwitz-Birkenau, en Pologne, témoignera de ce changement d'échelle : du passage de meurtre collectif à l'extermination industrielle.

Quelque six millions de Juifs ont péri au cours de la Shoah (« l'anéantissement » en hébreu). Le 26 janvier 2007, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution condamnant sa négation, cela quelques semaines après l'organisation par le régime iranien d'une conférence internationale révisionniste et négationniste sur le sujet.

### Le massacre de Srebrenica (1995)

L'exécution de 8.372 hommes et adolescents bosniaques, non-combattants et en majorité musulmans, par les forces serbes de la République Srpska dans la ville de Srebrenica, du 11 au 16 juillet 1995, est le pire massacre commis sur le sol européen depuis la Seconde guerre mondiale. Les faits ont été qualifiés de génocide par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, la Cour internationale de justice, et l'Organisation des Nations unies. Cette dernière a fait du 11 juillet la Journée internationale de commémoration de cette tragédie. Le conflit qui a suivi l'éclatement de l'ex-Yougoslavie a fait plus de 100.000 morts et deux millions de déplacés en Bosnie-Herzégovine entre 1992 et 1995. Le massacre perpétré dans la ville de Srebrenica – qui avait pourtant été déclarée « zone de sécurité » en vertu d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU – constitue l'un des chapitres les plus sombres de cette guerre civile, avec le siège de Sarajevo par les miliciens serbes, qui fera environ 5.000 victimes civiles.

Ce n'est qu'après une intervention de l'Otan en appui des Croates dans la reconquête de la Krajina, une région serbe ayant fait sécession de la Croatie, que les Serbes acceptèrent de signer les accords de paix de Dayton (décembre 1995) qui mettront fin aux combats interethniques en Bosnie-Herzégovine.

L'exécuteur du massacre de Srebrenica, Ratko Mladic, a été arrêté en 2011 après seize ans de cavale. En juin 2021, le Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux (MTPPI), qui siège à La Haye, a confirmé en appel la peine de prison à vie dont il avait précédemment été condamné. Deux autres dirigeants serbes de l'époque ont également été jugés par la justice internationale pour les crimes commis pendant les guerres en ex-Yougoslavie : l'ancien chef politique des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, condamné à la prison à vie en 2019, et l'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic, mort dans sa cellule à La Haye d'une crise cardiaque en 2006, avant l'achèvement de son procès. W.B.



12 % de la population de la bande de Gaza vit une famine. Et neuf Palestiniens sur dix y souffrent de la faim. © AFP.

## D'autres massacres dans l'histoire

### Le massacre des Amérindiens (XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles)

Massacres de masse, confiscation de terres, organisation de la famine, guerre bactériologique, déportations, américanisation forcée, éradication de nations entières (les Wampanoag de l'actuel Massachusetts, les Natchez du Mississippi, les Yahiis de Californie,...) : les exactions commises contre les Amérindiens aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles ressemblent à une répétition générale des génocides, dûment reconnus comme tels, du XX<sup>e</sup>. Pourtant, elles n'ont reçu que l'appellation de « ethnocide » : terme qualifiant la destruction de l'identité culturelle d'un groupe, sans nécessairement qu'il y ait eu vo-

lonté de destruction pure et simple... La marque infamante de « génocide » a toujours été rejetée par l'Amérique, pays où la Conquête de l'Ouest a longtemps constitué le grand récit national, magnifié par la littérature et le cinéma. Ce n'est d'ailleurs qu'en 1988 que Ronald Reagan ratifia la Convention de Paris sur le génocide de 1948. Et encore, prit-il soin d'y ajouter une clause stipulant qu'il n'y avait rien là-dedans qui obligeait ou autorisait les Etats-Unis à adopter une législation ou à prendre toute autre mesure non prévue par la Constitution américaine.

### Les Khmers rouges au Cambodge (1975-1979)

Entre 1975 et 1979, les déportations en masse et les travaux forcés imposés à une partie de la population cambodgienne par les Khmers rouges ont conduit entre 1,5 et trois millions de personnes à la mort, soit un quart de la population du pays. Comme lors d'autres génocides, il s'agissait pour la dictature communiste en place à Phnom Penh d'éradiquer des communautés particulières – les Vietnamiens et la minorité musulmane Cham – mais aussi certaines classes sociales cambodgiennes, comme les bourgeois ou les intellectuels, considérées comme déviantes ou contre-révolutionnaires.

En novembre 2018, près de 40 ans après l'intervention de l'armée vietnamienne au Cambodge pour renverser la dictature khmère rouge, deux hauts dirigeants encore en vie du régime (Nuon Chea et Khieu Samphan) ont été déclarés coupables de génocide et condamnés à la prison à vie par les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC), créées en collaboration avec l'ONU en 2003 pour juger les crimes commis entre 1975 et 1979. En revanche, la figure emblématique des Khmers rouges, Pol Pot, est décédé de mort naturelle en avril 1998, sans avoir été jugé.

### Les Hereros et les Namas (1904-1908)

Entre 1904 et 1908, 80 % du peuple herero (soit environ 65.000 personnes) et la moitié du peuple nama (10.000 personnes) vivant sur le territoire de l'actuelle Namibie ont été exterminés par les forces du Deuxième Reich et les colons qui régissaient d'une main de fer le protectorat allemand du Sud-Ouest africain. C'est là que furent installés les premiers camps de concentration, les prisonniers indigènes étant utilisés comme main-d'œuvre forcée, notamment dans la construction du chemin de fer. En mai 2021, l'Allemagne

a pour la première fois reconnu sa « responsabilité historique » et demandé pardon à la Namibie et aux descendants des victimes. « Nous qualifions officiellement ces événements pour ce qu'ils sont du point de vue d'aujourd'hui : un génocide », a précisé le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas. Dans la foulée, le musée anthropologique de l'hôpital de la Charité de Berlin a restitué 20 crânes de Héréros et de Namas à la Namibie. Ils avaient été envoyés à l'époque en Allemagne à des fins d'expériences scientifiques à caractère racial.

### Les Rohingyas en Birmanie (2017)

En août 2018, des enquêteurs du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme ont retenu contre l'armée birmane la qualification de « génocide » à l'encontre des Rohingyas. Les exactions commises relèvent, à leur estime, de la compétence de la Cour pénale internationale ou à défaut d'un tribunal spécial. Les Rohingyas, une minorité principalement musulmane vivant à l'ouest du Myanmar (ex-Birmanie), à la frontière avec le Bangladesh, sont des parias dans leur pays. Leur situation s'est tragiquement aggravée à la fin de l'été 2017, à

la suite des attaques de postes de police et de l'armée par l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan, un groupe rebelle actif dans l'Etat d'Arakan. L'armée birmane a saisi l'occasion pour mener une large offensive dans les villages Rohingyas, faisant quelque 25.000 victimes et provoquant l'exil de plus d'un demi-million de personnes au Bangladesh. Une manœuvre qualifiée par l'ONU « d'épuration ethnique ». En novembre 2022, la Cour pénale internationale s'est déclarée compétente pour juger le crime de déportation des Rohingyas au Bangladesh. W.B.